

Publié le 18 mars 2016

Réforme du Code du Travail : funeste rétropédalage de Matignon

Le projet de réforme du code du travail, dit loi El Khomri, porté par le Premier ministre, est-il en passe de «dynamiter» la fin du quinquennat de François Hollande et la mission à Matignon de Manuel Valls ?

«Selon une étude Harris Interactive publiée lundi, il ne reste plus que 17 % et 29 % des Français à leur faire respectivement confiance, soit le pire score jamais atteint en cumulé par le tandem de l'exécutif» souligne [L'Humanité](#). Dans les coulisses, on soupçonne Manuel Valls d'avoir voulu prendre sur lui la responsabilité de porter le projet pour éviter qu'Emmanuel Macron «ne lui fasse trop d'ombre», analyse Jean-Marc Sylvestre pour [Atlantico](#). Résultat : le «style plus abrupt» du Premier ministre, souligne [Libération](#), qui a menacé d'avoir recours au 49-3 – l'arme de la loi Macron – dès la première présentation du projet, a condamné le projet à la marche arrière, devant la fronde des syndicats depuis longtemps agacés par les excès d'autorité de Manuel Valls. Et paradoxalement, la situation profite à Emmanuel Macron qui, «ayant été gentiment évincé de la rédaction et de la présentation du texte, [il] s'est retrouvé exonéré de toute responsabilité dans le cafouillage de la préparation», indique Jean-Marc Sylvestre.

Car les défaillances de communication pour présenter le projet de réforme ont été singulièrement nombreuses : «Le gouvernement, sans aucune préparation, s'est attaqué frontalement à toutes les vaches sacrées du droit du travail. La bataille de la communication est d'ores et déjà perdue. Il sera bien difficile de reprendre la main» affirme non sans raison le député PRG Alain Tourret dans le Figaro cité par [L'Humanité](#). «Le débat a été tué (en parlant) de 49-3 avant même que le texte ne soit présenté en Conseil des ministres. Je n'ai jamais vu cela de ma vie. C'est une erreur grave» renchérit Marylise Lebranchu, fraîchement remerciée lors du dernier remaniement, toujours dans [L'Humanité](#).

Alors que Manuel Valls prône souvent la rupture, la fermeté et l'autorité, ce qui s'est confirmé à l'occasion de ce projet de réforme, Emmanuel Macron apparaît comme «un nouvel homme moderne, sorte de Giscard de gauche» selon Alain Duhamel dans [Libération](#), «prônant le dépassement et non la rupture». Ainsi, après l'annonce des modifications du projet de loi, s'est-il permis d'espérer «que le débat parlementaire permettra de réintroduire des propositions de bon sens qui ont été retirées à la demande des syndicats réformistes et des organisations de jeunesse» rapporte [Le Figaro](#). Et comme ce ministre vient du privé, qu'il vient de la banque mais qu'il y a brillé, son «bon sens» ne laisse pas indifférent, surtout quand il ajoute : «À force de vouloir prendre des mesures protectrices pour les jeunes, on ne les protège pas au travail mais du travail. J'avoue que je n'arrive pas à m'y résoudre».

Car pour les petites et moyennes entreprises, c'est la déception. «C'est une réforme à l'envers», déplore sur [France Info](#) François Asselin de la CGPME, «première victime des reculs du gouvernement» selon Jean-François Péresse dans [Les Échos](#). La flexi-sécurité à la française n'existe toujours pas, au contraire du chômage de masse devenu l'arrière-fond social de notre pays. Une fois encore, la France semble «prisonnière de ses conservatismes, otage de ses avantages chèrement acquis et se laisse distancer par ses voisins dans la modernisation du marché du travail», analyse Jean-François Péresse. Le seul à rester optimiste semble être Emmanuel Macron, confiant à l'approche de la présentation du projet de loi en conseil des ministres prévue pour le 24 mars malgré les menaces de grèves et convaincu de l'utilité et de l'efficacité de cette loi : «Je pense que l'on peut faire mieux, plus loin, plus fort, et que c'est faisable» relaie *Le Figaro*. Cette loi El Khomri signera-t-elle l'avènement de Macron ou bien la fin de Valls à Matignon ?

Rédaction SRP

Retrouvez cet article sur notre [site](#)